

[Text]

Croyez-vous vraiment qu'une fois ce bouc émissaire facile, qui s'appelle Ottawa, le fédéralisme, est disparu cela règle la question du chômage au Québec? Que cela amènerait une meilleure compréhension entre les Québécois, qu'il n'y aurait plus aucune division? La question que je veux vous poser. Croyez-vous vraiment que cette séparation que vous prêchez, qui est votre droit et que vous appelez l'indépendance, j'aime le mot, l'indépendance du Québec, est la solution à tous les problèmes du Québec.

Des voix: Oui, oui, oui.

M. Deserres: Je peux peut-être répondre comparative-ment. Une chose semble claire pour une fraction de plus en plus grande de Québécois, c'est qu'à l'intérieur du fédéralisme il n'y a plus rien à faire, nous voulons courir le risque de l'aventure et de l'indépendance, déterminer nous-mêmes notre sort.

M. Prud'homme: Monsieur, je vais poursuivre. Quand vous dites, et ce sont vos propres paroles je crois que nous voulons courir le risque de l'aventure et de l'indépendance, je vous cite très honnêtement, j'espère.

M. Deserres: Oui, oui.

M. Prud'homme: Tantôt, le professeur Patenaude disait que c'en est rendu au point que s'il n'y a pas de changements, ce sera la guerre civile, je pense que je suis honnête, je n'aime pas citer les gens de travers.

Je vous sais suffisamment intelligent, vous avez cité Léandre Bergeron, je l'ai lu, j'en ai même fait parvenir des exemplaires à plusieurs de mes collègues, si ça peut vous intéresser. Je ne doute pas de la sincérité des jeunes qui se sont exprimés, non plus que de celle des gens d'une certaine génération qui se sont exprimés ce soir, mais je me pose une question et je pense que nous sommes en droit de le faire que nous soyons fédéralistes à Ottawa ou à Québec. Tout à l'heure, un garçon s'est levé et a dit que si les gens de 40 ans et plus ne comprennent pas, on leur mettra le pied là où vous savez. Mais ce pied qu'ils veulent mettre, est-ce aux gens de l'extérieur du Québec ou si ce n'est pas à leurs propres frères? A leur propre famille? C'est ce qui, moi, me fait réfléchir.

Le but de ce Comité, a été, je crois, expliqué très mal, ce n'est pas nécessairement un *Gallup poll* pour savoir s'il y en a plus qui sont pour la monarchie ou non, c'est d'aller chercher et d'essayer de faire un consensus et de trouver des solutions.

M. Deserres: Écoutez, écoutez une minute. L'option fondamentale que j'essaie de véhiculer est que c'est vraiment impossible à l'intérieur du fédéralisme. On parle de fédéralisme en terme d'union d'états indépendants. Or, le Québec, à ce que je sache, n'est pas indépendant et ne sera jamais indépendant tant qu'il ne le fera pas lui-même.

On parle de marché commun, je pense que l'exemple est vraiment mal choisi. Si on regarde ce qui se passe au Marché commun, quand chaque pays vote, quelle que soit sa dimension, le vote a le même poids. Au Québec, c'est impossible. Quand Québec vote, il y a toujours neuf provinces qui peuvent voter contre, et ce, c'est foncièrement injuste pour la culture et le destin du Québec.

[Interpretation]

Do you really believe that once this easy scape goat which is called Ottawa, federalism, is eliminated, the question of unemployment in Quebec will be solved? Do you think it will bring forth a better comprehension between Quebec people, and that there will not be any more division? Here is my question: do you really think that this separation of yours, to which you are entitled, and that you call independence, and I like the word, the independence of Quebec, will solve all the problems of Quebec?

From the floor: Yes. Yes. Yes.

Mr. Deserres: I may answer it by throwing a parallel: for larger and larger portion of the Quebec population, it seems to be obvious that within federalism there is nothing to do, we want to run the risk of adventure and of independency, we want to decide for ourselves.

Mr. Prud'homme: Sir, I shall continue. When you say, and I think it is your own phrase, that we want to run the risk of adventure and independency, I hope I do not distort what you said...

Mr. Deserres: That is right.

Mr. Prud'homme: Earlier, Professor Patenaude said that you had reached such a point that if there was no changes, it will be civil war. I think I am right, I do not like to misquote people.

You are clever enough, you quoted Léandre Bergeron, I read it, I even circulated copies for my colleagues, if you want to know. I do not doubt the sincerity of the young people who expressed themselves, nor do I doubt the sincerity of the people of a certain generation, which present themselves tonight, but I am wondering, and I think we are entitled to do so, whether we are federalists in Ottawa or in Quebec. Earlier a boy stood up and said that if people of forty and more do not understand, they will be kicked where you know. But who do they want to kick, people outside Quebec or their own brothers? Their own family? It is what worries me.

I think that the purpose of the Committee has been very badly established. It is not necessarily a *Gallup poll* to know whether there are more people for monarchy, the purpose is to try and establish a consensus and find solutions.

Mr. Deserres: Listen to me. I am trying to point out that basically it is impossible within federalism. Federalism is considered in terms of union between independent nations. However, Quebec, as far as I know, is not independent and will never be independent as long as he will not take action himself.

To talk about the common market is a very bad example. If one considers what happens in the common market, when each country votes, no matter of size, the vote has the same strength. In Quebec it is impossible. When Quebec votes, there are always nine provinces that can vote against, and this is completely unfair for the culture and the sake of Quebec.